

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail - Justice - Solidarité



GUINEE GOUVERNANCE

ANALYSE
Janvier - Février



NATIONAL
ENDOWMENT
FOR
DEMOCRACY

SUPPORTING FREEDOM AROUND THE WORLD

Mars, 2024



Table des matières

Conseil National de la Transition.....	5
Engagement des femmes en politique : les conseillères nationales édifiées sur la thématique	5
Salle du 28 septembre : le projet de loi portant création de nouvelles communes urbaines et rurales en débat en inter-commissions	6
Présidence de la République	6
Visite de travail et d'amitié : pour cette dernière journée, le Chef de l'Etat inaugure la toute première ambassade de Guinée au Rwanda	6
Guinée : après la dissolution du gouvernement, quel avenir pour la transition ?	7
Nomination d'un nouveau premier ministre	8
Incendie du dépôt de carburant : des émissaires de la CEDEAO auprès du premier ministre	9
Conseil des Ministres Janvier- Février 2024	10
Ministère de la Défense Nationale.....	12
Le chef de l'Etat quitte le commandement du groupement des forces spéciales et bénéficie de la reconnaissance de ses frères d'armes qui l'élèvent à la dignité de général de corps d'armée à titre exceptionnel	12
Le premier ministre inaugure la première maison de formation et de l'emploi.....	13
Primature : tenue du premier comité de trésorerie	14
Guinée : le gouvernement annonce une normalisation progressive de l'approvisionnement en gasoil	15
Le gouvernement guinéen justifie les restrictions d'internet par un "problème sécuritaire"	16
Restriction d'internet et musellement de la presse : le SPPG obtient un soutien taille pour un "déferlement humain sur Conakry"	17
Kankan : les associations de presse interpellent le président de la transition	18
Guinée : appel à la grève générale à partir de ce lundi 26 février	18
Guinée : la grève générale suspendue après la remise en liberté d'un responsable syndical	20
Guinée : internet de retour après trois mois de restrictions	21
Obsèques : le Chef de l'Etat rend un dernier hommage aux victimes de l'incendie de Kaloum	22
Siguiri : des violences entre orpailleurs et habitants de Fatoya font deux morts et des blessés	22



Sigles et abréviations

CEDEAO	Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CNT	Conseil National de la Transition
LEJEPAD	Leadership Jeune pour la Paix et le Développement
SPPG	Syndicat Professionnel de la Presse de Guinée
MATD	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation
UDRG	Union des Démocrates pour la Renaissance de la Guinée
MFEE	Maison de la Formation de l'emploi et de l'Entreprenariat
AGUIPE	Agence Guinéenne pour la Promotion de l'Emploi
ONFPP	Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels



Contexte

La Guinée fait face à des tensions politiques croissantes et à des menaces de sécurité sérieuses. Le gouvernement guinéen a pris des mesures drastiques en restreignant l'accès à Internet, invoquant des préoccupations de sécurité nationale. Cette décision a suscité des inquiétudes au sein de la communauté nationale et internationale, mettant en lumière les préoccupations liées aux droits de l'homme et à la liberté d'expression.

En réponse à des mesures restrictives imposées par le gouvernement guinéen, notamment la limitation de l'accès à Internet et la répression de la liberté de la presse, le Syndicat Professionnel de la Presse de Guinée (SPPG) a rallié un soutien massif en faveur d'une action d'envergure à Conakry. Cette situation soulève des préoccupations majeures tant sur le plan des droits de l'homme que sur celui de la démocratie, avec des implications potentielles sur la stabilité sociale et la réputation internationale du pays.

Dans l'ensemble, la Guinée se trouve à un carrefour complexe, mêlant des défis politiques, sociaux et économiques, avec des organisations de la société civile jouant un rôle crucial dans la promotion des droits de l'homme, de la démocratie et de la transparence.

LEJEPAD reconnaît la nécessité de garantir la sécurité nationale mais insiste sur l'importance de respecter les droits fondamentaux des citoyens. Encourage le gouvernement à adopter une approche plus transparente, détaillée et équilibrée dans la gestion de cette situation délicate.

LEJEPAD souligne aussi la nécessité pour le gouvernement guinéen de partager des informations sur la nature spécifique des menaces à la sécurité, de lever les restrictions internet dès que possible, de limiter les restrictions géographiquement, et de communiquer de manière transparente avec la population. De plus, encourage la Guinée à s'engager avec la communauté internationale pour obtenir des conseils et à investir dans des solutions technologiques permettant de concilier la sécurité des communications en ligne avec la préservation de la liberté d'expression.

VOLET I

DEMOCRATIE

Conseil National de la Transition

Engagement des femmes en politique : les conseillères nationales édifiées sur la thématique ¹

L'atelier de renforcement des capacités des Conseillères nationales membres du Conseil National de la Transition (CNT), porte sur la thématique cruciale de l'augmentation du nombre et du rôle des femmes en politique en Guinée. Cette initiative reflète une prise de conscience de l'importance de promouvoir la participation active des femmes dans le processus politique et gouvernemental.

Le choix de la thématique souligne probablement la nécessité de surmonter les obstacles et les inégalités auxquels les femmes sont confrontées dans le domaine politique en Guinée. L'objectif de l'atelier semble être d'identifier des actions concrètes pour favoriser une représentation plus équitable des femmes dans les instances politiques et renforcer leur impact et leur influence.

L'implication des membres du Caucus du CNT, en tant que Conseillères nationales, indique un engagement au plus haut niveau de la gouvernance. Cela suggère également que les participantes sont des actrices clés dans la mise œuvre de changements significatifs pour promouvoir l'égalité des sexes dans le pays.

Les discussions et les activités de l'atelier pourraient inclure des sujets tels que la sensibilisation, la formation, le plaidoyer et la création de politiques favorables aux femmes. Il est également possible que des stratégies spécifiques soient discutées pour surmonter les obstacles culturels, sociaux et politiques qui limitent la participation des femmes en politique.

En résumé pour LEJEPAD, cet atelier est une initiative importante visant à renforcer les compétences des Conseillères nationales en vue d'accroître la représentation et l'influence des femmes en politique en Guinée. L'impact à long terme de cette initiative dépendra de la mise en œuvre réussie des actions identifiées et de la création d'un environnement propice à la participation équitable des femmes dans la sphère politique du pays. LEJEPAD Guinée encourage les bénéficiaires à plus de participation afin d'en faire bon usage de connaissance acquises.

¹ https://cnt.gov.gn/engagement_des_femmes/

Salle du 28 septembre : le projet de loi portant création de nouvelles communes urbaines et rurales en débat en inter-commissions²

Le projet de loi portant création de nouvelles communes urbaines et rurales montre une belle initiative importante et constructive. La mise en place de nouvelles communes urbaines et rurales peut avoir des implications significatives sur le développement local et la gestion des ressources. Le fait que le projet de loi soit en débat en inter-commissions montre un engagement sérieux à examiner toutes les facettes de cette proposition.

LEJEPAD félicite cette initiative car la création de nouvelles communes est perçue comme une action positive et proactive pour répondre aux besoins évolutifs des communautés. L'implication des commissions suggère également une approche collaborative, où différentes perspectives et expertises sont prises en compte avant de prendre des décisions importantes.

En somme ce projet de loi témoigne d'une démarche réfléchie et participative dans le processus législatif, visant à adapter les structures communales pour mieux servir les intérêts et les besoins de la population.

Présidence de la République

Visite de travail et d'amitié : pour cette dernière journée, le Chef de l'Etat inaugure la toute première ambassade de Guinée au Rwanda³

Le Chef de l'Etat s'est rendu à Kigali pour une visite de travail et d'amitié avec son homologue le président Kagamé.

Le déplacement du président est dans l'optique d'entretenir l'accord qui avait été signé pour renforcer les liens entre la Guinée et le Rwanda. Suite à ce déplacement du chef de l'Etat, il a inauguré la toute première ambassade de la République de Guinée au Rwanda qui revêt d'une importance diplomatique significative.

LEJEPAD s'inscrit dans la vision du Chef de l'Etat, qui est la collaboration et le renforcement des relations diplomatiques. L'inauguration de la première ambassade de la République de Guinée au Rwanda semble être un geste important dans le renforcement des relations bilatérales entre les deux pays ouvrant la voie à une coopération plus étroite sur le plan politique, économique et culturel.

L'ouverture d'une ambassade est un signe clair du renforcement des liens entre deux pays. Cela témoigne d'une volonté mutuelle de développer et d'approfondir leur

² <https://cnt.gov.gn/nouvelles-communes-urbaines-et-rurale/>

³ <https://presidence.gov.gn/visite-de-travail-et-damitie-pour-cette-derniere-journee-le-chef-de-letat-inaugure-la-toute-premiere-ambassade-de-guinee-au-rwanda/>

coopération dans divers domaines, tels que les affaires politiques, économiques, culturelles et sociales. De plus, avec une coopération bilatérale, l'installation d'une ambassade permet d'instaurer un dialogue plus direct entre les deux nations. Cela facilite la communication et la coordination sur des questions d'intérêt commun, tout en favorisant la mise en place de partenariats et d'accords bilatéraux. Enfin la coopération Régionale est mise en avant car en établissant une ambassade au Rwanda, la Guinée pourrait également renforcer sa présence et son influence au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est et promouvoir la coopération régionale.

Guinée : après la dissolution du gouvernement, quel avenir pour la transition ?⁴

La dissolution du gouvernement en Guinée soulève des questions complexes sur la stabilité politique et l'avenir de la transition. L'analyse approfondie de plusieurs aspects ci-dessous est nécessaire pour évaluer les défis potentiels et identifier les opportunités d'une transition réussie vers une gouvernance plus stable et légitime.

Il semble que l'idée de dissolution du gouvernement en Guinée soulève des questions importantes sur l'avenir de la transition politique dans le pays. Pour analyser cette situation, il est important pour LEJEPAD de considérer plusieurs aspects à savoir le contexte politique, les conséquences immédiates, engagement international et la stabilité future.

Pour ce qui est :

- Du contexte politique

Il est important de comprendre les raisons qui ont conduit à la dissolution du gouvernement. Des facteurs tels que des revendications populaires, ou des problèmes de gouvernance pourraient être à l'origine de cette décision.

- Conséquences immédiates

La dissolution du gouvernement peut entraîner un vide politique et administratif, ce qui peut créer des incertitudes quant à la gouvernance du pays pendant la transition. La réaction de la population, des partis politiques, et de institutions internationales peut jouer un rôle dans la stabilité post-dissolution.

- Engagement international

La réaction de la communauté internationale est également cruciale. Les acteurs internationaux peuvent jouer un rôle dans la médiation, le suivi du processus de transition, et la garantie du respect des droits humains.

- Stabilité future

⁴ <https://information.tv5monde.com/afrique/guinee-apres-la-dissolution-du-gouvernement-quel-avenir-pour-la-transition>



L'avenir de la transition dépendra en grande partie de la capacité du pays à établir des institutions solides, à restaurer la confiance de la population et à organiser des élections libres et équitables

Nomination d'un nouveau premier ministre⁵

Après la dissolution du gouvernement de Bernard Goumou il y a quelques jours, le président de la transition guinéenne a nommé par décret, le mardi 27 février 2024, un nouveau premier ministre M. Amadou Oury Bah, un économiste de profession et président de l'Union des Démocrates pour la Renaissance de la Guinée (UDRG) depuis juillet 2020.

Sa nomination intervient dans un contexte socio-politique tendu en Guinée, marqué par un mouvement d'humeur des syndicats protestant contre les nombreuses restrictions imposées par les autorités.

Depuis lors, ce sont les secrétaires généraux des ministères et les chefs de cabinet qui ont été chargés de gérer les affaires courantes, en attendant la mise en place du nouveau gouvernement dirigé par Amadou Oury Bah.

LEJEPAD en tant que société civile, accueille avec joie la nomination du nouveau Premier ministre. LEJEPAD espère que sa prise de fonction sera marquée par la recherche du bien commun, la transparence, et le respect des droits fondamentaux, reste optimiste quant à la perspective de voir notre pays progresser sous sa direction, et encourage une collaboration constructive pour relever les défis qui se présentent. Félicitations au nouveau Premier ministre, et nous espérons que son mandat sera fructueux pour l'ensemble de la nation.

⁵ <https://gouvernement.gov.gn/primature-qui-est-amadou-oury-bah-nomme-premier-ministre-chef-de-gouvernement/>



Incendie du dépôt de carburant : des émissaires de la CEDEAO auprès du premier ministre⁶

La visite de la délégation de la CEDEAO en Guinée, introduite par le ministre des Affaires Etrangères et visant à transmettre le message de solidarité du Président de la commission de la CEDEAO, revêt une importance significative tant sur le plan diplomatique que sur le plan humanitaire.

Premièrement, la présence de la délégation souligne l'importance de la solidarité régionale au sein de la CEDEAO. La réponse rapide à l'incident de l'incendie du dépôt de carburant de Kaloum démontre l'engagement de la communauté ouest-africaine à soutenir ses membres en cas de crises. La transmission du message de compassion du Président de la Commission de la CEDEAO témoigne de l'unité et de la fraternité au sein de la région, renforçant ainsi les liens entre les Etats membres.

Deuxièmement, cette visite souligne l'importance accordée à la coopération régionale pour résoudre des problèmes communs. En exprimant la solidarité de la CEDEAO, la délégation envoie un signal fort sur la nécessité de travailler ensemble pour faire face aux défis, qu'ils soient d'ordre économique, social ou environnemental. L'incendie du dépôt de carburant est exemple de la nécessité d'une réponse collective pour atténuer les conséquences et reconstruire les infrastructures affectées.

Troisièmement, la visite de la délégation de la CEDEAO offre une opportunité de renforcer les relations bilatérales entre la Guinée et les autres pays de la région. Les discussions tenues lors de cette visite pourraient également aborder des questions plus larges liées à la stabilité et au développement de la région ouest-africaine. Il s'agit d'une occasion pour les leaders de la CEDEAO de partager des perspectives, d'échanger des idées et de renforcer la coopération mutuelle.

En conclusion, la visite de la CEDEAO en Guinée suite à l'incendie du dépôt de carburant de Kaloum est plus qu'une simple expression de solidarité. Elle illustre l'importance de la collaboration régionale et souligne la volonté des Etats membres de la CEDEAO à travailler ensemble pour faire face aux défis communs et promouvoir la paix, la stabilité et le développement dans la région.

⁶ <https://www.primature.gov.gn/actualites-conseil-des-ministres-declarations/actual/incendie-du-depot-de-carburant-des-emissaires-de-la-cedeao-aupres-du-premier-ministre.html>

VOLET II

GOUVERNANCE

Conseil des Ministres Janvier- Février 2024⁷

Le conseil des ministres s'est tenu une seule fois en deux mois . Il se pourrait que les conseils ont été reportés ou annulés par l'absence de certains membres liés aux différents déplacements au service de la Nation d'une part, et d'autre part par la dissolution du gouvernement.

Il a été dit que 2024 sera l'année consacré au volet politique de la transition. au cours de cette session, Plusieurs points ont été évoqués lors du conseil de ministres, et de là, quelques-uns seront abordés à savoir :

- ✚ **La mise en place des délégations spéciales, pour poursuivre les efforts considérables de retour à l'ordre constitutionnel par l'organisation d'élections libres, démocratiques et transparentes de la base au sommet, en respectant les 10 points du chronogramme de la transition ;**

L'idée de mettre en place des délégations spéciales afin de poursuivre les efforts de retour à l'ordre constitutionnel par l'organisation d'élections libres, démocratiques et transparentes, tout en respectant un chronogramme bien défini, est une initiative louable et stratégique. Cette approche démontre l'engagement du gouvernement envers la restauration de la stabilité politique et la consolidation de la démocratie.

LEJEPAD souligne quelques points positifs pour encourager ou féliciter le gouvernement dans cette démarche :

- La mise en place de délégations spéciales dénote un souci de transparence et de responsabilité dans le processus électoral. Cela renforce la confiance des citoyens envers le gouvernement et envers le système électoral ;
- Le fait de respecter un chronogramme précis pour la transition démontre la détermination du gouvernement à assurer un retour rapide à l'ordre constitutionnel. Ceci favorise la prévisibilité et la stabilité dans le pays ;
- En organisant des élections de la base au sommet, le gouvernement encourage une participation inclusive de l'ensemble de la population et ça contribue à une représentation diversifiée et reflète mieux les aspirations de la société dans son ensemble ;
- La priorité accordée à la tenue d'élections libres et démocratiques met en avant l'engagement du gouvernement en faveur de la démocratie.

Cela envoie un message fort sur la volonté d'écouter la voix du peuple et de respecter les principes fondamentaux de la gouvernance démocratique.

⁷ <https://www.sgg.gov.gn/document/conseil-ministre-detail/385>

En conclusion, la mise en place de délégations spéciales pour organiser des élections transparentes dans le respect d'un chronogramme précis est une initiative positive qui mérite d'être saluée. Elle montre l'engagement du gouvernement envers la démocratie, la stabilité et le bien-être de la population.

✚ La soumission au référendum d'une nouvelle Constitution qui nous ressemble et nous rassemble.

L'idée de se soumettre au référendum une nouvelle Constitution, conçue pour refléter l'identité collective et favoriser l'unité, est une initiative prometteuse qui mérite d'être saluée.

LEJEPAD propose quelques points positifs à souligner pour encourager ou féliciter le gouvernement dans cette démarche :

- Participation démocratique : La décision de soumettre la nouvelle Constitution à un référendum démontre un engagement envers la participation démocratique. En impliquant directement les citoyens dans le processus décisionnel, le gouvernement renforce la légitimité du texte constitutionnel.
- En cherchant à créer une Constitution qui " nous ressemble et nous rassemble", le gouvernement manifeste une volonté de garantir une représentation équitable des diverses composantes de la société. Cela favorise l'inclusion et la reconnaissance des différentes voix et identités au sein du pays.
- La consolidation de l'unité nationale : La recherche d'une Constitution rassembleuse témoigne de la volonté du gouvernement de renforcer l'unité nationale. En valorisant les éléments communs qui unissent la population, cette initiative contribue à forger un sentiment d'appartenance collective.
- Adaptation aux besoins actuels : La volonté de formuler une nouvelle Constitution suggère une prise de conscience des besoins et aspirations actuelles de la société. Cela montre que le gouvernement est prêt à s'adapter aux évolutions et aux exigences contemporaines pour mieux servir les intérêts de la population.
- Prévention des conflits : En optant pour un processus de référendum, le gouvernement choisit une voie pacifique et démocratique pour discuter des changements constitutionnels. Ceci contribue à prévenir les conflits potentiels et à favoriser un dialogue constructif au sein de la société.
- Renforcement de la confiance : La décision de soumettre la Constitution à l'approbation populaire renforce la confiance entre le gouvernement et les citoyens qui montre une ouverture à la participation citoyenne et renforce la légitimité de la nouvelle Constitution.

En conclusion, la proposition de soumettre au référendum une nouvelle Constitution orientée vers l'unité et la représentativité est une démarche positive qui favorise la démocratie, la cohésion sociale et la confiance entre le gouvernement et la population. Elle témoigne d'une volonté de construire un cadre constitutionnel en harmonie avec les valeurs et les aspirations de la société.

Ministère de la Défense Nationale

Le chef de l'Etat quitte le commandement du groupement des forces spéciales et bénéficie de la reconnaissance de ses frères d'armes qui l'élèvent à la dignité de général de corps d'armée à titre exceptionnel⁸

L'élévation du Chef de l'Etat à la dignité de Général de Corps d'Armée peut avoir deux lectures l'une positive et l'autre négative.

En ce qui concerne la phase positive, la nomination du chef de l'Etat au rang exceptionnel de général de corps d'armée témoigne de la reconnaissance de ses compétences et de son engagement envers les forces spéciales. Cette promotion peut être interprétée comme un signe de confiance et d'appréciation de la part de ses pairs militaires, soulignant sa contribution exceptionnelle à la sécurité nationale. Sa gestion du commandement du Groupement des Forces Spéciales a manifestement laissé une impression positive, ce qui a conduit à cette promotion prestigieuse. Cette élévation de grade peut également renforcer l'unité au sein des forces armées, montrant l'importance de la collaboration et du leadership exemplaire.

Pour ce qui est de la lecture négative, la décision de nommer le Chef de l'Etat comme Général de corps d'armée soulève des questions quant à l'indépendance et à la séparation des pouvoirs.

Il est également possible que la population ait des opinions partagées, reconnaissant peut-être les réalisations du chef de l'Etat dans le domaine militaire tout en restant sceptique quant aux implications politiques de cette nomination. Certains pourraient voir cela comme un équilibre délicat entre la reconnaissance des services militaires et la nécessité de maintenir l'indépendance des institutions.

⁸ <https://presidence.gov.gn/palais-mohammed-v-le-chef-de-letat-quitte-le-commandement-du-groupement-des-forces-speciales-et-beneficie-de-la-reconnaissance-de-ses-freres-darmes-qui-lelevent-a-la-dignite-de-g/>



Primature

Le premier ministre inaugure la première maison de formation et de l'emploi⁹

L'inauguration de la Maison de la formation de l'emploi et de l'Entrepreneuriat (MFEE), présidée par le premier ministre, représente une étape significative dans le renforcement des initiatives visant à promouvoir l'emploi et l'entrepreneuriat en Guinée.

La collaboration entre l'Agence Guinéenne pour la promotion de l'Emploi (AGUIPE) et l'Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels (ONFPP) démontre une approche synergique et coordonnée pour maximiser l'impact de cette nouvelle structure. Cette union d'efforts entre deux entités clés dans le domaine de la formation professionnelle et la promotion de l'emploi offre une plateforme solide et complète pour répondre aux besoins diversifiés des individus en quête d'opportunités professionnelles.

La Maison de la Formation de l'Emploi et de l'Entrepreneuriat se positionne comme un catalyseur essentiel, facilitant l'accès à un large éventail d'opportunités pour les personnes en âge de travailler.

Cette initiative vise non seulement à offrir des possibilités d'emploi, mais aussi à fournir des programmes de formation adaptés aux exigences du marché du travail actuel. De plus, l'accent mis sur l'accompagnement entrepreneurial souligne la volonté de promouvoir l'autonomie économique en encourageant la création d'entreprises et le développement de compétences entrepreneuriales.

La mise en place de la MFEE s'inscrit dans une perspective holistique, intégrant la formation, l'emploi et l'entrepreneuriat pour créer un écosystème propice au développement professionnel. Cette approche complète témoigne d'une vision gouvernementale stratégique pour renforcer la capacité productive de la population, favorisant ainsi la croissance économique et le bien-être social.

LEJEPAD soutient le fait que, l'inauguration de la Maison de la Formation de l'Emploi et de l'Entrepreneuriat en Guinée reflète une avancée positive dans la promotion de l'emploi et du développement professionnel. Cette initiative devrait avoir un impact significatif sur la vie des citoyens en offrant des opportunités concrètes et en stimulant la dynamique entrepreneuriale dans le pays.

⁹ <https://www.primature.gov.gn/actualites-conseil-des-ministres-declarations/actual/le-premier-ministre-inaugure-la-premiere-maison-de-formation-et-de-l-emploi.html>

Ministère de l'Économie et des Finances

Primature : tenue du premier comité de trésorerie¹⁰

La tenue du premier Comité de Trésorerie, comme indiqué par le ministre de l'économie et des finances présidé par le Premier Ministre, revêt une importance particulière dans le contexte de la gestion financière du pays. L'objectif principal de cette réunion semble avoir été de faire le point sur l'exécution du budget de l'année 2023. Cependant, la mention de clôture malheureuse de cette année budgétaire avec l'incendie du dépôt pétrolier souligne un élément inattendu qui aura des répercussions sur l'exercice budgétaire à venir, en l'occurrence de l'année 2024.

La référence à l'incendie du dépôt pétrolier suggère que cet événement a eu un impact significatif sur la situation financière du pays. Cela peut être dû aux coûts de la réponse d'urgence, à la reconstruction des infrastructures endommagées, ou encore à une perturbation des activités économiques liées au secteur pétrolier. Cette situation crée probablement des défis inattendus pour la planification financière et budgétaire du gouvernement.

En termes de lecture, la situation du budget de l'année 2023 qui s'est soldé avec l'incendie du dépôt pétrolier, montre que le Comité de Trésorerie a été convoqué dans un contexte particulièrement complexe, nécessitant une évaluation approfondie des implications financières de l'incendie du dépôt pétrolier. Les discussions lors de cette réunion ont probablement porté sur la manière de faire face aux conséquences de l'incendie, de réajuster les priorités budgétaires et de mettre en place des mesures pour atténuer les impacts sur l'exercice budgétaire à venir.

Pour LEJEPAD, faire le point sur la situation d'exécution du budget de l'année 2023, met en lumière la nécessité pour le gouvernement de réagir de manière proactive et stratégique pour surmonter les défis financiers résultant de l'incident du dépôt pétrolier et de maintenir la stabilité économique dans le contexte de la planification budgétaire pour l'année 2024.

¹⁰ <https://www.primature.gov.gn/actualites-conseil-des-ministres-declarations/actual/primature-tenue-du-premier-comite-de-tresorerie.html>

Ministère de l'Énergie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures

Guinée : le gouvernement annonce une normalisation progressive de l'approvisionnement en gasoil¹¹

Les perturbations dans l'approvisionnement en carburant ont souvent eu des répercussions significatives sur la vie quotidienne des populations. Cela affecte les déplacements, les activités économiques et le coût de la vie, générant potentiellement des mécontentements parmi les citoyens. Le gouvernement guinéen a l'intention de remédier à une situation perturbée dans l'approvisionnement en gasoil et cherche à établir progressivement une situation normale.

LEJEPAD propose quelques recommandations de gestion que le gouvernement pourrait envisager :

- Fournir des informations claires sur les raisons de la perturbation de l'approvisionnement en gasoil ;
- Communiquer de manière transparente sur les actions entreprises pour normaliser la situation ;
- Eduquer la population sur les mesures prises pour éviter la désinformation ;
- Examiner les causes sous-jacentes de la perturbation, qu'elles soient liées à des problèmes logistiques, financiers ou structurels ;
- Elaborer un plan à long terme pour garantir la stabilité et la fiabilité de l'approvisionnement en carburant ;
- Investir dans l'infrastructure nécessaire pour éviter des problèmes récurrents ;
- Explorer la possibilité de diversifier les sources d'approvisionnement en gasoil pour réduire la dépendance d'une seule source,
- Promouvoir les pratiques de consommation responsable pour atténuer la pression sur les réserves ;
- Mettre en place un système efficace de surveillance de la demande pour anticiper les fluctuations et ajuster l'approvisionnement en conséquence ;
- Collaborer avec les acteurs de l'industrie pétrolière, les transporteurs et d'autres parties prenantes pour identifier des solutions collaboratives ;
- Organiser des forums de consultation pour recueillir les commentaires du public et des parties prenantes ;
- Investir dans la formation du personnel pour faire face aux défis ;

En mettant en œuvre ces recommandations, le gouvernement guinéen pourrait améliorer la stabilité de l'approvisionnement en gasoil et renforcer la confiance du public dans la gestion énergétique du pays.

¹¹ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/01/11/guinee-le-gouvernement-annonce-une-normalisation-progressive-de-l-approvisionnement-en-gasoil_6210215_3212.html

VOLET III

DROIT DE L'HOMME

Ministère de l'Information et de la Communication

Le gouvernement guinéen justifie les restrictions d'internet par un "problème sécuritaire"¹²

Internet depuis un moment a été restreint en Guinée, selon le gouvernement c'est un problème sécuritaire, beaucoup d'activités en ligne sont presque en arrêt.

L'affirmation selon laquelle le gouvernement guinéen justifie les restrictions d'internet par "un problème sécuritaire" soulève des préoccupations importantes liées aux droits de l'homme et à la liberté d'expression. Pour LEJEPAD, en suivant des recommandations proposées, le gouvernement guinéen pourrait trouver un équilibre entre la préservation de la sécurité nationale et le respect des droits fondamentaux de ses citoyens.

Le gouvernement devrait fournir des informations détaillées et transparentes sur la nature spécifique des menaces à la sécurité qui nécessitent de telles restrictions d'internet.

Il est impératif que le gouvernement respecte les droits de l'homme, y compris la liberté d'expression.

Si les restrictions temporaires sont nécessaires pour faire face à des menaces spécifiques, le gouvernement devrait s'engager à les lever dès que la situation sécuritaire le permet. De plus, les restrictions devraient être limitées aux zones géographiques strictement nécessaires. Le Gouvernement devrait informer régulièrement la population sur la situation de sécurité et les raisons justifiant les restrictions d'internet. Une communication transparente contribuera à renforcer la confiance et à atténuer les inquiétudes.

IL est important que le gouvernement guinéen s'engage avec la communauté internationale pour partager des informations sur la situation et obtenir des conseils sur la manière de concilier la sécurité nationale avec le respect des droits de l'homme.

Le gouvernement devrait investir dans des solutions technologiques permettant de garantir la sécurité des communications en ligne tout en préservant la liberté d'expression

¹² <https://information.tv5monde.com/afrique/le-gouvernement-guineen-justifie-les-restrictions-dinternet-par-un-probleme-securitaire>

Restriction d'internet et musellement de la presse : le SPPG obtient un soutien taille pour un " déferlement humain sur Conakry"¹³

Ce point concerne des mesures restrictives vis-à-vis d'Internet et une suppression de la liberté de la presse, avec le Syndicat Professionnel de la Presse de Guinée (SPPG) recevant un soutien en faveur d'une action massive à Conakry. L'analyse de cette situation peut se faire sous différents angles, en prenant en compte les implications politiques, sociales et les droits de l'homme entre autre :

- La liberté d'expression et de la presse : la restriction d'internet et le musellement de la presse représentent une atteinte à la liberté d'expression et de la presse, droits fondamentaux d'une démocratie. Ces actions peuvent conduire à une information limitée, voire biaisée, et empêcher la population de s'informer de manière indépendante ;
- Démocratie et droits de l'homme : Ces mesures pourraient compromettre les principes démocratiques et les droits de l'homme. La limitation de l'accès à l'information et la répression de la liberté de la presse peuvent créer un environnement propice à l'autoritarisme, restreignant la capacité des citoyens à participer de manière éclairée à la vie politique du pays ;
- Stabilité sociale : Un " déferlement humain sur Conakry " suggère une mobilisation de masse potentiellement tumultueuse. Le gouvernement doit considérer les risques de perturbations sociales, les troubles et la possible escalade des tensions. Les restrictions à la liberté d'expression peuvent aggraver ces tensions plutôt que de les résoudre ;
- Réputation internationale : De telles actions peuvent également avoir des répercussions sur la réputation internationale du pays. La communauté internationale est généralement préoccupée par les violations des droits de l'homme et les atteintes à la démocratie. Des sanctions et des critiques pourraient découler de telles politiques répressives ;

LEJEPAD s'inscrit dans la logique de la préservation des libertés individuelles et des principes démocratiques cruciales pour assurer la stabilité, le progrès et le bien-être des citoyens, et fait des propositions au gouvernement.

¹³ <https://guineematin.com/2024/01/15/restriction-dinternet-et-musellement-de-la-presse-le-sppg-obtient-un-soutien-de-taille-pour-un-deferlement-humain-sur-conakry/>

Kankan : les associations de presse interpellent le président de la transition¹⁴

Le 13 février 2024, la maison régionale de presse de Kankan a repris ses activités après une période d'arrêt. Au cours de cet événement, les associations de presse ont vivement critiqué les restrictions de l'internet et le brouillage des ondes. Le président de l'association des journalistes dans la région de Kankan a souligné les difficultés auxquelles les entreprises de presse font face, mettant ainsi en lumière les défis persistants dans le secteur.

LEJEPAD vu de la lecture faite, soutient qu'en adoptant certaines mesures, le gouvernement pourrait favoriser un environnement médiatique plus libre ouvert et transparent, tout en respectant les impératifs de sécurité nationale. Pour résoudre la situation des restrictions de l'internet et du brouillage des ondes, le gouvernement pourrait envisager les solutions suivantes :

- Etablir un dialogue ouvert avec les associations de presse pour comprendre leurs préoccupations et collaborer à la recherche de solutions consensuelles ;
- Examiner les politiques de censure en place et évaluer leur nécessité, en veillant à maintenir un équilibre entre la sécurité nationale et la liberté d'expression ;
- Fournir des explications transparentes sur les motifs derrière les restrictions d'internet et le brouillage des ondes, afin de dissiper les suspicions et promouvoir la confiance ;
- Investir dans l'infrastructure de communication pour garantir un accès stable à l'internet et éliminer les besoins perçus qui pourraient justifier les restrictions ;
- Elaborer un cadre légal clair qui définisse les limites de la liberté de la presse et établisse des procédures transparentes pour le traitement des infractions présumées.

18

Guinée : appel à la grève générale à partir de ce lundi 26 février¹⁵

Depuis le coup d'Etat par la junte en septembre 2021, la Guinée n'a pas encore connu de crise générale. Cette décision de grève intervient après que la junte a annoncé la semaine dernière la dissolution du gouvernement de transition. Dans une déclaration faite par le secrétaire général de la présidence, les raisons de la dissolution n'ont pas été évoquées, ni la date sur l'installation d'un nouveau gouvernement car elle reste méconnue jusqu'ici.

¹⁴ <https://www.guinee360.com/14/02/2024/kankan-les-associations-de-presse-interpellent-le-president-de-la-transition/>

¹⁵ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240226-guin%C3%A9e-appel-%C3%A0-la-gr%C3%A8ve-g%C3%A9n%C3%A9rale-%C3%A0-partir-de-ce-lundi-26-f%C3%A9vrier>

Avec multiples difficultés que traverse la Guinée en ce moment, les centrales syndicales des secteurs public, privé et informel ont lancé un mot d'ordre de grève en République de Guinée ce 26 février 2024. Dès dimanche soir, des jeunes ont installé des barricades sur certains grands axes à Conakry. L'appel lancé vise à obtenir la baisse des prix de premières nécessité, la fin de la censure médiatique, mais également la libération du secrétaire général du Syndicat des professionnels de la presse guinéenne, condamné la semaine dernière à trois mois de prison.

Suite au mot d'ordre de grève lancée ce matin 26 février par le syndicat, on a observé dans les différentes régions les mouvements se mobiliser pour la circonstance

Selon les informations qui ont été reçues par LEJEPAD par leurs points focaux à travers l'outil de collecte des informations mis en place dans les différentes régions, il a été rapporté le vécu des citoyens dans ces zones ce jour de grève.

Dans la ville de Labé ce 26 février, la circulation a été paralysée, plusieurs magasins et boutiques sont fermés, y compris certaines stations-services, les établissements scolaires publics et privés également. Les activités dans les services administratifs paralysées, la présence de forces de l'ordre (police, gendarmes, militaires) un peu de partout dans les différents carrefours tels que tinkisso, rond-point de Hobo N'bouro. Un constat fut fait par l'attroupement endroit par les jeunes de la localité qui ont été dispersés par les forces de maintien de l'ordre. Aucun incident majeur n'a été enregistré.

De plus dans la ville de Mamou, des coups de feu ont retenti dans la nuit de dimanche à lundi dans le quartier Petel CU de Mamou. D'après les informations recueillies, les jeunes de ce quartier ont barricadé la route nationale avec les ordures, l'huile de vidange et des pneus brûlés. Cette situation a duré plusieurs heures avant d'être maîtrisée par les forces de l'ordre.

Cependant à Kankan, les banques, les établissements scolaires et les universités sont restés fermés. Mais par contre la circulation et certaines activités de ce côté ont continué à être menées. Pas de manifestation par la population tout se passe dans la quiétude et la paix. Les forces de l'ordre sont placées dans les carrefours et ronds points.

Quant à Conakry, les informations nous sont parvenues des jeunes de la commune de Ratoma où deux personnes ont trouvé la mort par balle lors des manifestations organisées en Guinée dans le cadre de la grève nationale convoquée par les syndicats. La ville a été paralysée car les routes étaient presque désertes, les lieux de commerce, les banques, les services publics fermés également.

A Nzérékoré on constate également la fermeture des locaux des téléphones mobiles, des banques de la place.

Dans les écoles les cours ne sont pas tenus, les encadreurs ont demandé aux élèves de regagner leurs domiciles respectifs. C'est le cas dans les écoles professionnelles de la place, l'Université de Nzérékoré au quartier Nakoyakpala, l'évaluation des étudiants qui était prévue ce 26 a été reportée à une date ultérieure.

Pour LEJEPAD, il est essentiel d'encourager le dialogue et la coopération entre le gouvernement, les grévistes et d'autres parties prenantes pour parvenir à des solutions durables et consensuelles. LEJEPAD propose au gouvernement quelques suggestions pour apaiser les tensions face aux revendications :

- Encourager le gouvernement à engager un dialogue ouvert et transparent avec les représentants des syndicalistes afin de comprendre leurs préoccupations et de négocier des solutions mutuellement acceptables ;
- Mettre en place des mécanismes de contrôle des prix pour les denrées alimentaires de base afin d'atténuer l'impact sur le coût de la vie ;
- Evaluer les politiques fiscales et tarifaires pour encourager la production locale et réduire la dépendance aux importations ;
- Mettre en place des initiatives visant à accroître la transparence des prix des denrées alimentaires, assurant ainsi que les citoyens comprennent mieux la structure des coûts et les raisons des fluctuations des prix ;
- Examiner les lois sur la presse et la liberté d'expression pour assurer une plus grande indépendance des médias et encourager le pluralisme médiatique et soutenir les médias indépendants pour promouvoir une information équilibrée et diversifiée ;
- Mettre en œuvre des politiques visant à renforcer la sécurité alimentaire à long terme, par le biais d'investissements dans l'agriculture et la promotion de pratiques durables,
- Améliorer la communication gouvernementale en expliquant clairement les politiques en place, les mesures prises pour répondre aux préoccupations des citoyens, et en démontrant l'engagement envers le bien-être général.

Guinée : la grève générale suspendue après la remise en liberté d'un responsable syndical¹⁶

Le mouvement syndical à l'origine d'une grève générale qui a débuté le 26 février en Guinée après trois jours a annoncé mercredi soir la suspension de son mouvement et la reprise de négociations après la libération du responsable d'un syndicat de presse, considérée comme un préalable à toute discussion.

¹⁶ <https://information.tv5monde.com/afrique/guinee-la-grève-générale-suspendue-après-la-remise-en-liberté-dun-responsable-syndical>



La décision du mouvement syndical guinéen de suspendre la grève générale et illimitée déclenchée le 26 février démontre une volonté de dialogue et de recherche de solutions par le biais des négociations. Cette suspension indique une disposition à engager des pourparlers avec les autorités publiques, privées et informelles dès le lendemain, montrant ainsi une ouverture au dialogue social.

La suspension de la grève peut être interprétée comme un geste constructif de la part des syndicats, mettant en évidence leur engagement envers la résolution des problèmes par des moyens pacifiques et négociés. Cela suggère également une reconnaissance de l'importance du dialogue et de la collaboration pour trouver des solutions équitables aux préoccupations des citoyens.

Pour LEJEPAD, Il est à espérer que cette pause dans le mouvement de grève pourra permettre aux parties concernées de s'asseoir autour de la table des négociations, de discuter des revendications syndicales et parvenir à des accords qui répondent aux préoccupations des citoyens tout en prenant compte les contraintes et les intérêts des autorités publiques et privées. Cette décision témoigne de la maturité du mouvement syndical guinéen dans la gestion des conflits sociaux et souligne l'importance du dialogue social comme moyen de résoudre les différends.

21

Guinée : internet de retour après trois mois de restrictions¹⁷

Il est encourageant de constater que les restrictions d'accès à Internet en Guinée ont été levées après trois mois, notamment dans le contexte de la dissolution du gouvernement. L'accès à Internet est un élément essentiel pour la libre circulation de l'information, la communication et la participation citoyenne. En levant ces restrictions, le gouvernement démontre sa volonté de favoriser la transparence et l'ouverture, ce qui constitue un pas positif vers le respect des droits numériques et des libertés individuelles.

LEJEPAD félicite le gouvernement guinéen pour cette décision qui favorise un environnement propice à la démocratie et au dialogue. Il est important de continuer à promouvoir la liberté d'expression et l'accès à l'information pour le bien-être de la population guinéenne.

¹⁷ <https://information.tv5monde.com/afrique/guinee-internet-de-retour-apres-trois-mois-de-restrictions-2711298>

VOLET IV**SOCIAL****Obsèques : le Chef de l'Etat rend un dernier hommage aux victimes de l'incendie de Kaloum¹⁸**

L'annonce du Président de la République, Chef de l'Etat, président un symposium en hommage aux victimes de l'explosion du dépôt d'hydrocarbures de Kaloum le 2 février 2024, relève plusieurs aspects importants.

La décision de tenir un symposium en mémoire des victimes de l'explosion démontre une sensibilité et une compassion envers les personnes touchées par cette tragédie qui peut être perçu comme un geste de respect envers les familles endeuillées et un moyen de reconnaître la gravité de l'évènement. De plus, la présence du Président de la République à cet évènement souligne son engagement envers le peuple et sa responsabilité en tant que Chef de l'Etat. Il montre également une volonté de transparence et de communication directe avec la population dans des moments difficiles.

LEJEPAD pense qu'organiser un symposium est également une manière de communiquer activement sur la situation. Cela pourrait contribuer à rassurer la population sur les actions entreprises, à fournir des informations précises sur l'évènement et à instaurer un climat de confiance.

22

Sigiri : des violences entre orpailleurs et habitants de Fatoya font deux morts et des blessés¹⁹

La préfecture de Sigiri, est une zone d'exploitation minière par excellence, qui regorge de plusieurs communautés de la Guinée et de l'Afrique de l'ouest qui évoluent principalement dans l'orpaillage. Selon les constats sur le terrain, la plupart des citoyens sont accompagnés par des enfants qui sont exposés à des travaux difficiles à faire.

Cependant dans cette zone, l'exploitation des enfants a des conséquences néfastes sur la vie des citoyens, à savoir l'éboulement, l'assassinat, le banditisme, le viol, le vol, la consommation de la drogue, la vente de médicaments nuisibles à la santé de l'homme. On a observé des violences de ce côté dues aux ressources minières.

Les violences entre orpailleurs et habitants de Fatoya à Sigiri ont entraîné la perte de deux vies et des blessures. Ce conflit probablement lié à la compétition pour les ressources minières souligne l'urgence d'une gestion efficace des conflits et d'une régulation appropriée de l'exploitation minière artisanale pour prévenir de telles tragédies.

¹⁸ <https://presidence.gov.gn/obseques-le-chef-de-letat-rend-un-dernier-hommage-aux-victimes-de-lincendie-de-kaloum>

¹⁹ <https://news.piaafrica.com/guineenews/sigiri-des-violences-entre-orpailleurs-et-habitants-de-fatoya-font-deux-morts-et-des-blesses/dfb50f759c>



LEJEPAD propose quelques mesures à adopter au gouvernement pour contribuer à apaiser les tensions, à promouvoir la coexistence pacifique entre orpailleurs et habitants, et à créer des conditions propices à un développement équilibré et durable dans la région de Siguiri.

Pour résoudre ces conflits et prévenir de futurs incidents, voici quelques recommandations :

Le gouvernement devrait faciliter un processus de médiation entre les orpailleurs et les habitants, favorisant un dialogue ouvert pour comprendre les préoccupations de chaque partie ;

Mettre en place des réglementations plus strictes et claires concernant l'exploitation minière artisanale, en tenant en compte des droits des communautés locales et en imposant des normes environnementales ;

Déployer des forces de sécurité pour prévenir les conflits violents et assurer la sécurité des habitants et des orpailleurs, tout en dissuadant les comportements violents ;

Mettre en œuvre des programmes éducatifs pour sensibiliser les communautés locales et les orpailleurs aux conséquences sociales, environnementales et économiques de l'exploitation minière non réglementée ;

Développer des alternatives économiques pour les orpailleurs afin de réduire la pression sur les ressources minières et offrir des opportunités économiques plus durables ;

Renforcer les capacités d'application des lois minières et surveiller activement les zones d'exploitation pour garantir le respect des réglementations ;

Encourager la participation communautaire dans la prise de décision concernant l'exploitation minière locale, en garantissant que les communautés soient consultées et impliquées dans les processus décisionnels.



LEADERSHIP JEUNE POUR LA PAIX ET LE DEVELOPPEMENT

Nongo Carrefour Cosa dans la cour de l'Immeuble Syncéri

Téléphone : + 224 627 94 26 47

E-mail : contact@lejepad-guinee.org

Site Web : www.lejepad-guinee.org